

Nations Unies  
**ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE**

VINGT-DEUXIÈME SESSION

Documents officiels

**DEUXIÈME COMMISSION, 1130<sup>e</sup>  
SÉANCE**

Lundi 23 octobre 1967,  
à 10 h 50



**NEW YORK**

SOMMAIRE

Page

Point 42 de l'ordre du jour:

*Financement extérieur du développement économique des pays en voie de développement (suite):*

- a) *Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique destinés aux pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général;*
- b) *Sorties de capitaux des pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général.* 123

Président: M. Jorge Pablo FERNANDINI  
(Pérou).

POINT 42 DE L'ORDRE DU JOUR

Financement extérieur du développement économique des pays en voie de développement (suite) [A/6703, chap. V, sect. I; A/6703/Add.1, chap. IV; A/6848, A/C.2/L.961, E/4408/Rev.1]:

- a) Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique destinés aux pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général (E/4274 et Add.1, E/4293 et Add.1 et 2, E/4327, E/4371, E/4375);
- b) Sorties de capitaux des pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général (E/4374 et Add.1 et 2)

1. M. MARDOVITCH (République socialiste soviétique de Biélorussie) dit que la quasi-totalité des orateurs ont, comme par le passé, accordé une grande place aux sources extérieures de financement de l'économie. Cet intérêt est parfaitement compréhensible car les moyens dont disposent à l'heure actuelle les pays du tiers monde ne leur permettent pas d'exécuter leurs programmes de développement économique. Ces pays subissent des pertes considérables du fait des bénéfices et intérêts excessifs que s'approprient les investisseurs privés étrangers et qui s'élèvent actuellement à 9 milliards de dollars par an. La détérioration des conditions de l'aide, analysée par le Secrétaire général dans sa note (E/4408/Rev.1), montre que les puissances occidentales ne mettent pas en œuvre les décisions de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Les investissements de capitaux privés étrangers obéissent à la seule loi de la maximisation du profit et se dirigent de préférence vers les industries extractives au détriment des industries de transformation. Au mépris de la recommandation A.IV.13 de l'Acte final de la première session de la

CNUCED<sup>1/</sup>, les investisseurs privés étrangers ainsi que les programmes d'aide de certains pays sont en règle générale hostiles au développement du secteur public. Il importe d'adopter des mesures en vue de mettre fin à ces pratiques discriminatoires.

2. Les prêts consentis par les pays socialistes comportent un intérêt de l'ordre de 2,5 p. 100, et sont remboursables entre douze et quinze ans. Ces conditions n'imposent pas au débiteur un fardeau excessif, car les crédits octroyés sont en principe amortis au moyen de bénéfices réalisés par les entreprises qu'ils ont permis de construire. L'amortissement et les versements d'intérêts sont pour l'essentiel effectués grâce à des livraisons de biens entrant dans les exportations traditionnelles du pays débiteur ou en monnaie locale qui est utilisée à des achats dans le pays en question. Les accords passés avec une série de pays prévoient l'amortissement des crédits grâce à la livraison de produits fabriqués par les entreprises construites à l'aide de ces crédits.

3. L'intensification du courant des capitaux vers les pays en voie de développement n'est pas en elle-même un facteur décisif. Elle conduit dans la pratique à l'augmentation du fardeau de la dette et à une dépendance croissante de ces pays à l'égard du capital étranger. Il est essentiel, à cet égard, de limiter les sorties de capitaux de ces pays qui les privent de ressources indispensables à leur croissance économique. Après avoir rappelé les termes de la résolution 2169 (XXI) adoptée par l'Assemblée générale concernant cette question, le représentant de la RSS de Biélorussie constate que le rapport intérimaire du Secrétaire général intitulé "Sorties de capitaux des pays en voie de développement" (E/4374) ne permet pas de se faire une idée exacte de l'ampleur et du rythme des sorties de capitaux des pays en voie de développement. Sa délégation estime qu'une analyse détaillée de ce phénomène permettrait d'adopter des mesures de nature à normaliser la situation dans ce secteur de l'économie internationale. Il serait utile de poursuivre l'élaboration, entreprise l'année précédente sur l'initiative de la délégation biélorussienne, de recommandations touchant les mesures pouvant être prises pour réduire ces sorties et de prévoir des rapports périodiques sur leur mise en œuvre.

4. M. WETTERGREN (Suède) fait observer que le rapport intitulé Le courant international des capitaux à long terme et les donations publiques, 1961-1966 (E/4371) a trait pour l'essentiel aux aspects quantitatifs du courant de ressources. Il importe toutefois

<sup>1/</sup> Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, vol. I: Acte final et rapport (publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.II.B.11).

de ne pas perdre de vue l'aspect qualitatif de ce phénomène. La mesure du courant de ressources est en règle générale faite en fonction de l'objectif dit du "1 p. 100". Or, il s'agit là d'un indice ambigu, car on l'applique souvent à l'assistance fournie par les pays économiquement avancés. En fait, la résolution 1522 (XV) de l'Assemblée générale parle de "l'assistance et des capitaux internationaux" et l'on ne saurait assimiler toutes les ressources financières mises à la disposition des pays en voie de développement à l'assistance proprement dite. Les statistiques relatives à l'aide au développement reflètent ce manque de précision. Elles englobent souvent, sans faire les distinctions nécessaires, des transactions très différentes telles que les crédits publics et privés, l'aide bilatérale, les contributions aux institutions internationales, l'aide liée et non liée, etc. Il serait souhaitable d'évaluer plus correctement la part de l'assistance proprement dite dans les courants de capitaux en accordant un coefficient plus élevé aux opérations qui ressortissent indubitablement à l'assistance (donations, contributions aux institutions internationales et, éventuellement, prêts non liés). En revanche, les transferts dont l'élément assistance est négligeable, tels que les crédits à l'exportation à court terme, ne doivent pas figurer tels quels dans ces statistiques. La pratique de l'aide liée tend à réduire la valeur réelle de l'assistance fournie. En outre, il est douteux, comme l'indique le rapport du Secrétaire général intitulé "Les facteurs qui affectent l'aptitude des pays développés à fournir des ressources aux pays en voie de développement" (E/4375), que le fait de "lier" l'aide réduise l'incidence de celle-ci sur la balance des paiements du pays bailleur de fonds. Le représentant de la Suède exprime l'espoir que ces considérations auront pour effet de freiner la tendance actuelle à l'accroissement de l'aide liée, qui menace de s'étendre à l'assistance multilatérale.

5. L'endettement croissant des pays en voie de développement, analysé dans le rapport du Secrétaire général (E/4374), montre qu'il est nécessaire d'assouplir les conditions des prêts publics. Le Parlement suédois a, pour sa part, décidé de porter de 20 à 25 ans la durée et de 5 à 10 ans le période de franchise des prêts au développement. Le taux d'intérêt de 2 p. 100 par an n'a pas été modifié. Qui plus est, la Suède peut désormais accorder aux pays en voie de développement des prêts aux conditions analogues à celles de l'Association internationale de développement (AID). Le Parlement a en outre accepté de prolonger la période de franchise des crédits déjà consentis.

6. En terminant, M. Wettergren lance un appel aux principaux pays donateurs pour qu'ils augmentent leur contribution à l'AID sans les assortir de limitations ou de conditions d'achat qui empêcheraient d'utiliser les fonds disponibles de la façon la plus rationnelle.

7. M. MARTIN WITKOWSKI (France), précisant son intention de limiter son intervention au point 42, b, de l'ordre du jour, dit que la question des sorties de capitaux des pays en voie de développement n'est pas un problème facile qui peut être tranché au moyen d'assertions ou de négations catégoriques. A entendre certains orateurs, on pourrait avoir l'impression

qu'étant donné la pénurie de ressources dont souffrent les pays en voie de développement, toute sortie de capitaux doit être combattue, limitée ou, à tout le moins, déplorée. Pour d'autres encore, le phénomène du reflux des capitaux serait une des manifestations de l'exploitation des pays pauvres par les pays riches et du caractère factice de l'assistance financière de ces derniers. En revanche, s'il fallait en croire les tenants du libéralisme intégral, les sorties de capitaux sont la conséquence inéluctable du jeu naturel des mécanismes économiques. La délégation française considère qu'il s'agit là d'une question importante de politique économique et qu'une analyse minutieuse des phénomènes en cause pourrait faciliter le choix par les gouvernements des mesures à prendre éventuellement. Le mérite du rapport établi par le Secrétaire général (E/4374) sur ce sujet tient à deux points essentiels. Tout d'abord, en tant qu'essai méthodologique et statistique et en tant que catalogue des mesures de politique économique destinées à réduire les sorties de capitaux, il fait preuve de toute la prudence désirable. En second lieu, il montre que le vocable "sortie des capitaux" couvre en fait trois notions bien distinctes — le service de la dette, la sortie de capitaux autochtones et les revenus liés à des investissements étrangers — lesquelles doivent être traitées comme telles, car elles correspondent à des réalités économiques différentes.

8. En ce qui concerne l'endettement des pays en voie de développement, le montant de la dette elle-même est moins important que la capacité de certains pays d'en assurer le service dans des conditions acceptables, c'est-à-dire à la faveur d'une expansion rapide de leurs économies et d'une participation accrue de leurs produits dans les échanges internationaux. S'il est vrai que certains pays moins développés peuvent accepter de voir croître leur dette extérieure de façon rapide dans la mesure où ils connaissent un développement économique lui-même accéléré, d'autres, au contraire, dont l'endettement est faible, peuvent connaître une stagnation économique sérieuse et risquent, à moyen ou à long terme, de ne pouvoir rembourser leurs créanciers. Il n'apparaît donc pas que des solutions globales soient applicables dans tous les cas et que des dispositions institutionnelles d'ensemble, et par là même rigides, puissent porter remède à la situation générale. Par sa nature même, l'endettement extérieur est affaire de cas particulier. Dans les cas extrêmes où l'impasse apparaît totale, il faut bien trouver des palliatifs par entente directe entre débiteurs et créanciers. Mais ces mesures ne peuvent à l'évidence revêtir qu'un caractère exceptionnel. Dans d'autres cas, au contraire, la situation peut et doit rester en l'état; elle renforce par là même le crédit international des pays intéressés, qui peuvent avoir à emprunter pendant de longues années. En ce qui concerne l'avenir, c'est dans un assouplissement des conditions de l'aide qu'il faut rechercher une amélioration de la situation. La France accorde pour sa part plus de 85 p. 100 de son aide publique sous forme de dons ou de contributions assimilables à des dons.

9. Le rapport du Secrétaire général identifie une deuxième source de sorties de capitaux, à savoir les sorties de capitaux autochtones. Ici une distinction doit être établie. Il peut s'agir en effet de capitaux

déposés et maintenus dans des pays développés ou non par les banques centrales ou les banques commerciales des pays en voie de développement. Ces sommes sont immobilisées à l'étranger, soit parce que les banques centrales jugent opportun de replacer sur le marché des pays développés une partie de leurs réserves en devises, soit parce que les institutions financières estiment devoir détenir à l'étranger les fonds de roulement nécessaires au fonctionnement harmonieux de leurs opérations commerciales courantes. Les sommes en question sont d'ailleurs normalement minimales. Mais la situation est toute différente lorsque les sorties de capitaux de ce type prennent une ampleur anormale, par exemple sous l'effet d'une hausse excessive des taux d'intérêts sur certains marchés financiers. On peut alors parler d'un véritable exode des capitaux ou de l'épargne des pays en voie de développement vers tel ou tel pays développé, et l'on ne voit pas pourquoi des mesures appropriées ne pourraient pas être prises par les pays moins développés en vue de contrarier ces tendances. S'agissant des capitaux détenus à l'étranger par les nationaux des pays en voie de développement, force est de reconnaître qu'il s'agit, dans la majorité des cas, de capitaux ayant fui les pays en voie de développement en violation des lois nationales. Mais il peut arriver aussi que les sommes en question, transférées en devises, soient prêtées aux pays intéressés dans des conditions certes rémunératrices pour le détenteur de ces capitaux, mais peu favorables pour l'économie du pays emprunteur. Dans les deux cas, une perte nette est enregistrée par les pays en voie de développement auxquels il appartient de prendre les mesures de répression nécessaires. Les autorités financières de ces pays devraient pouvoir, à cet égard, compter sur la collaboration des autorités correspondantes des pays développés, lesquels peuvent profiter indûment de ces opérations irrégulières.

10. La dernière catégorie de sorties de capitaux concerne les mouvements en retour liés aux investissements directs, à savoir essentiellement les rapatriements de bénéfices ou transactions assimilées. Ne pas contrôler les capitaux étrangers qui s'investissent et travaillent sur son territoire serait pour un pays en voie de développement aliéner une partie de sa souveraineté et manquer à ses responsabilités en matière de politique économique. Mais il est vrai également qu'on ne peut espérer obtenir des apports privés sans leur assurer un minimum d'avantages.

11. Le rapport du groupe d'experts, intitulé Mesure du courant des ressources vers les pays en voie de développement (E/4327) paraît constituer le type même de document dont les organismes chargés de la coopération économique ont besoin. Toutefois, la délégation française ne croit pas que, dans la mesure de l'objectif d'assistance de 1 p. 100 fixé par la première session de la CNUCED<sup>2</sup>, ce soit le produit national brut et non le revenu national de chaque pays développé qui doit être pris en considération au titre du dénominateur de la fraction. Quels que puissent être les mérites des deux thèses avancées au sein du groupe d'experts, il n'entre pas

dans la compétence d'experts indépendants de modifier les termes d'une résolution adoptée solennellement par des organes législatifs. C'est pourquoi la délégation française croit devoir s'en tenir sur ce point aux décisions qui ont été prises à Genève.

12. M. VISESSURAKARN (Thaïlande) dit que, pour pouvoir poursuivre le développement de leur économie, les pays en voie de développement ont besoin notamment d'une masse considérable de capitaux fournis par les pays développés. Or, ce courant de ressources, qui représentait en 1961 0,83 p. 100 du produit national brut global de ces derniers, n'a cessé de diminuer, si bien qu'en 1965 il n'atteignait plus que 0,70 p. 100.

13. La Thaïlande attache une grande importance aux investissements de capitaux étrangers privés. En effet, ces investissements s'accompagnent généralement d'un apport de connaissances techniques et créent des possibilités dans le domaine de la formation. Pour accroître le courant de ces capitaux, des mesures particulières sont requises, tant de la part des pays développés que de la part des pays en voie de développement. Les premiers pourraient, par exemple, accorder des avantages fiscaux aux sociétés qui investissent dans les pays en voie de développement, différer l'imposition sur les investissements en biens et en services de caractère technique, apporter leur soutien aux organismes financiers des pays en voie de développement et fournir une garantie contre certains risques non commerciaux. Il faudrait également veiller à ce que les investisseurs privés étrangers ne jouent pas un rôle dominant dans l'économie des pays en voie de développement. De leur côté, ceux-ci devraient s'efforcer d'encourager au maximum le courant de capitaux étrangers privés. La Thaïlande a pris des initiatives intéressantes dans ce sens en prenant des mesures visant à assurer aux investisseurs des avantages divers, notamment d'ordre fiscal.

14. L'information joue sur ce plan un rôle important, et la délégation thaïlandaise estime que l'ONU pourrait instituer un centre de diffusion de renseignements sur les possibilités d'investissement dans les pays en voie de développement.

15. Les documents présentés par le Secrétariat montrent que la tendance du courant des capitaux reste incertaine. Il faut espérer qu'à long terme, l'augmentation du revenu par habitant des pays en voie de développement, l'amélioration de leur infrastructure économique et sociale, la stabilisation de leur situation politique et l'accroissement de la demande mondiale de matières premières et de produits alimentaires auront pour effet d'augmenter le volume du courant des capitaux des pays développés vers les pays en voie de développement.

16. M. ASLAM (Pakistan) déclare que, s'il est vrai qu'il incombe avant tout aux pays en voie de développement eux-mêmes de combler le fossé qui les sépare des pays développés, il est certain qu'ils ne peuvent se passer du financement extérieur. Or, les documents préparés par le Secrétariat contiennent des chiffres et des faits qui ne sont pas réjouissants à cet égard. Par exemple, le courant des capitaux vers les pays en voie de développement n'a représenté

<sup>2</sup>/ *Ibid.*, annexe A.IV.2.

en 1966 que 0,64 p. 100 du produit national brut des pays développés à économie de marché. D'autre part, la situation des pays en voie de développement s'est encore aggravée du fait du fardeau que constitue pour eux le service de la dette. Il avait été recommandé en 1965 par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques que les pays accordant des prêts à un intérêt supérieur à 3 p. 100 ramènent leur taux à ce niveau, mais non que les pays accordant des prêts à des taux d'intérêt très bas majoraient ces taux. La délégation pakistanaise considère qu'il s'agit là d'un problème extrêmement important, qui appelle des mesures efficaces.

17. Le rapport du Secrétaire général (E/4375) contient un certain nombre de suggestions intéressantes à l'intention des pays développés pour leur permettre de surmonter les difficultés qu'ils éprouvent lorsqu'ils augmentent le courant de leurs ressources vers les pays en voie de développement. C'est pourquoi la délégation pakistanaise s'est rangée aux côtés des pays qui ont présenté le projet de résolution A/C.2/L.961.

18. M. Aslam estime par ailleurs qu'une aide accrue doit être fournie aux pays en voie de développement sous forme de prêts à faible intérêt. Les pays développés pourraient également envisager un régime préférentiel pour les produits des pays en voie de développement.

19. Enfin, étant donné l'utilité de l'activité déployée dans le passé par l'AID, la délégation pakistanaise espère qu'il sera bientôt possible de reconstituer les ressources de cet organisme. Il serait bon que l'Assemblée générale se joigne à l'appel qui a été lancé à ce sujet par le Conseil économique et social et le Conseil du commerce et du développement.

20. M. AL-RIFAE (Koweït) constate que la plus grande partie des capitaux investis dans les pays en voie de développement le sont dans le domaine des ressources naturelles. Il en est ainsi, par exemple, au Moyen-Orient, où la plupart de ces capitaux sont investis dans l'industrie pétrolière; en revanche, dans les pays de cette même région qui ne possèdent pas de ressources pétrolières, les investissements sont quasiment nuls. Les sociétés pétrolières n'ont guère tenu compte jusqu'ici de la nécessité de financer le développement économique et social sur une base régionale. Cependant, une tendance plus favorable semble se dessiner à cet égard, et il faut souhaiter que la seule volonté de réaliser rapidement des bénéfices énormes cède peu à peu le pas à celle d'instituer des relations fondées sur un esprit de coopération. Pour leur part, les pays en voie de développement doivent s'efforcer, sans mettre en danger leur liberté d'action, d'atténuer les restrictions imposées au rapatriement des bénéfices et des capitaux. Des mesures analogues pourraient être prises en ce qui concerne la double imposition.

21. D'autre part, il importe de faire une place de plus en plus grande à l'octroi de prêts à des taux d'intérêt favorables et de réduire l'aide liée. A cet égard, l'aide multilatérale présente des avantages certains sur l'aide bilatérale. La première doit s'inspirer du principe: "De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins".

22. M. SZABLEWSKI (Pologne) dit que la situation actuelle de l'économie des pays en voie de développement est essentiellement due à la structure des relations qui les lient aux pays développés, et dont le financement extérieur constitue un des aspects. Il importe d'examiner cet aspect d'une façon globale, et notamment sous l'angle des sorties de capitaux des pays en voie de développement. Il s'agit de déterminer dans quelle mesure le financement extérieur constitue une contribution positive pour les pays en voie de développement, et quelles sont ses conséquences sur l'économie de ces pays. En 1965, le montant des capitaux qui ont quitté les pays en voie de développement s'est élevé à 7 milliards 500 millions de dollars et, selon la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), l'accroissement du fardeau des services de la dette extérieure sera tel, d'ici un peu plus de 15 ans, qu'il annulera complètement le courant des capitaux vers ces pays. On peut donc se demander si les capitaux qui leur sont fournis constituent réellement, étant donné les conditions de leur octroi, une assistance. D'autre part, les exportations des pays en voie de développement, qui constituent leur principale source de financement, souffrent de termes de l'échange défavorables. Compte tenu de ces circonstances, on comprend aisément combien il importe de faire le maximum d'efforts pour que les pays en voie de développement puissent mobiliser leurs propres ressources financières. La Pologne constitue un exemple de pays qui a réalisé son industrialisation essentiellement grâce à ses propres moyens.

23. Dans ses relations avec les pays en voie de développement, la Pologne s'efforce de contribuer au maximum au développement de l'économie de ces pays. Il s'agit là d'un type nouveau de coopération dont l'ampleur est cependant encore bien faible à côté de celle des relations qui existent entre les pays en voie de développement et les pays occidentaux. Or, il est évident que des mesures s'imposent en vue de modifier le caractère colonialiste et néo-colonialiste de ces relations. Il importe aussi de mettre fin aux guerres d'agression, aux politiques de boycottage, aux blocus et aux actes discriminatoires de toute espèce qui exercent une influence néfaste sur la production et les échanges commerciaux. Aux yeux de la délégation polonaise, c'est une coopération économique très large et sans limitations qui permettra de créer les conditions les plus favorables à une accélération du développement économique grâce au courant du financement extérieur.

24. M. MARAMIS (Indonésie) estime qu'avec l'Exposé concerté sur les problèmes du développement adopté en avril 1967 par la Commission des invisibles et du financement lié au commerce de la CNUCED<sup>3/</sup>, on est arrivé à réaliser un large accord sur les problèmes du volume et des termes et conditions de l'aide au développement. Il s'agit maintenant de voir comment se traduira cet accord dans la pratique. Devant l'Assemblée générale, le Ministre des affaires étrangères de l'Indonésie a souligné (1572<sup>e</sup> séance plénière) qu'il était nécessaire que les pays fortement industrialisés fassent preuve de la volonté

<sup>3/</sup> Voir Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, cinquième session, Supplément No 3, annexe II.



politique de prendre les mesures qui s'imposent d'urgence et que la deuxième session de la CNUCED donnerait des indications quant à leur attitude.

25. L'Exposé concerté sur les problèmes du développement note que le volume de l'aide extérieure a encore diminué par rapport à l'objectif de 1 p. 100 et que la tendance est à un durcissement des conditions de l'aide. Ces éléments cumulés ne font qu'amplifier l'endettement des pays bénéficiaires, encore aggravé par la prédominance accrue des crédits-fournisseurs à taux d'intérêt élevés et à courts délais de remboursement. Par ailleurs, les pays développés imposent certaines conditions à la gestion de leur aide et le fait que celle-ci soit souvent "liée" en réduit sensiblement la valeur.

26. Les problèmes étant ainsi posés, il faut élaborer des solutions adéquates et adopter des mesures susceptibles d'aider les pays en voie de développement. Nul ne contestera que ces pays ont besoin d'une assistance accrue et que leur capacité d'absorption est de loin supérieure aux apports actuels. Il conviendrait de redéfinir l'objectif de l'aide de manière qu'il représente 1 p. 100 du produit national brut de chaque pays développé et de le calculer sur la base des débours réellement effectués au titre des catégories de ressources financières spécifiées dans la recommandation A.IV.2 de l'Acte final de la première session de la CNUCED. Il y aurait lieu, par ailleurs, que les pays développés envisagent des mesures propres à surmonter les vrais obstacles qui limitent le transfert des ressources. A cet égard, il y a lieu de se féliciter de la compréhension dont font preuve certains pays développés, et notamment les Pays-Bas, à l'égard des problèmes que connaissent certains pays en voie de développement. A court terme, il est nécessaire de prendre des mesures de financement compensatoire selon les modalités récemment instituées par le Fonds monétaire international, et de les compléter, par exemple en étendant le délai de rachat des tirages par les pays en voie de développement. En ce qui concerne les arrangements à moyen terme, il faudrait s'efforcer de se mettre d'accord sur un plan de financement complémentaire selon les modalités exposées dans l'étude de la BIRD 4/. Le plan visant à subventionner le paiement des intérêts sur les prêts accordés aux pays en voie de développement est très intéressant. Il pourrait très bien s'inscrire dans un cadre multilatéral, encore que la possibilité reste ouverte pour certains pays développés d'élaborer des accords bilatéraux particuliers. L'Indonésie attache une grande importance aux mesures à long terme visant à assurer la poursuite de transferts importants de ressources aux pays en voie de développement. A cet égard, il y aurait lieu que les pays membres prennent de toute urgence des mesures visant à reconstituer les fonds de l'AID, et il faut espérer que le Fonds d'équipement des Nations Unies pourra compter sur la participation des pays développés.

27. L'Indonésie souscrit aux vues exprimées dans l'Exposé concerté sur la question des capitaux privés

et a promulgué en 1967 une loi sur les investissements étrangers. Elle appuie également les mesures visant à assouplir les conditions des prêts. On pourrait améliorer l'aide si tous les prêts effectués après une date convenue se faisaient aux conditions accordées par l'AID. Il faut également s'efforcer de fixer une date limite avant laquelle l'aide liée devrait être progressivement libéralisée. L'endettement extérieur d'un pays doit être examiné en tenant compte de sa capacité à assurer le service de la dette. Pour résoudre ce problème, il faut tenir compte de la situation particulière de chaque pays intéressé. L'Indonésie estime que toute réforme du système monétaire international doit se faire à l'échelon mondial et, à ce sujet, convient qu'il y aurait lieu d'établir un lien entre l'aide et la création de liquidités supplémentaires. Il est également impérieux qu'à l'avenir les pays en voie de développement participent dès le départ à toute discussion relative à une réforme monétaire internationale.

28. M. CHAMMAS (Liban) dit que la croissance des pays en voie de développement n'a pas atteint le taux annuel fixé de 5 p. 100, et que les perspectives de redressement semblent compromises, d'autant plus que le volume d'épargne dont ces pays disposent est insuffisant. La première Décennie des Nations Unies pour le développement semble donc vouée à l'échec. Certes, il ne convient pas d'imputer l'entière responsabilité de cet échec aux pays développés, encore qu'on puisse se demander si leurs efforts ont été suffisants. Quoi qu'il en soit, il faut revoir certaines attitudes et, à cet égard, le paragraphe 54 du rapport du Secrétaire général (E/4375) pourrait constituer une base fructueuse de discussion.

29. Si l'on examine le tableau 1 du rapport (E/4375), on constate à regret que l'objectif de 1 p. 100 fixé par la résolution 1522 (XV) de l'Assemblée générale en date du 15 décembre 1960 n'a jamais été atteint entre 1956 et 1965. On peut contester la valeur d'un objectif quantitatif, mais on ne peut nier que, dans bien des cas, c'est le volume de l'aide qui importe. En fait, si l'on ne veut pas que, d'ici 1975, les entrées de capitaux soient annulées par un courant inverse, il ne faut négliger aucune solution possible. Il y va d'ailleurs de l'intérêt des pays développés, qui trouveraient dans des pays en voie de développement au potentiel économique renforcé des marchés plus vastes. Nul ne conteste que les pays développés connaissent des difficultés de balance des paiements. Toutefois, on ne saurait accepter que la solution de ce problème lèse les intérêts des pays en voie de développement.

30. Le paragraphe 89 de ce rapport contient quelques indications intéressantes quant aux difficultés qu'éprouvent les pays en voie de développement à accéder aux marchés des capitaux. M. Chammas pense qu'il serait bon d'étudier ce problème plus avant. Par ailleurs, il est d'avis qu'il ne faut pas multiplier les institutions financières multilatérales, mais qu'il conviendrait plutôt d'utiliser rationnellement l'appareil existant, en dotant notamment l'AID des ressources nécessaires à son bon fonctionnement.

31. M. MYEMBWE (République démocratique du Congo) regrette que l'on n'ait pas étudié dans la documentation les problèmes à court terme que

4/ Etude sur les mesures financières supplémentaires, demandée par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, 1964 (Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Washington [D. C.], décembre 1965).

connaissent les pays en voie de développement, et notamment la question de l'instabilité des recettes d'exportation nécessaires à la poursuite de plans de développement autonome. Depuis que les institutions financières des Nations Unies et les accords bilatéraux visent principalement les projets à long

terme, il n'existe aucun mécanisme financier pour protéger les pays en voie de développement contre ce risque. Aussi serait-il bon d'étudier ce problème en profondeur.

*La séance est levée à 12 h 50.*